

dépendent de l'exploitation des mines d'or soient maintenues et que les mineurs, dans ce domaine, reçoivent des salaires appropriés.

Le gouvernement actuel et ceux qui l'ont précédé ont essayé de supprimer ces collectivités graduellement, parce que l'or extrait était considéré, à tort ou à raison, comme un instrument monétaire. En général, dans le monde, on ne considère encore, semble-t-il, l'or extrait des gisements que comme un instrument monétaire, mais la récente crise de l'or, créée par les agissements humains, a permis aux gouvernements de considérer l'or non seulement comme une monnaie, mais aussi comme une marchandise.

A la récente réunion tenue à Washington, les sept banques centrales du monde ont solutionné le problème en établissant deux prix pour l'or. Le premier, à \$35 l'once, vise des fins monétaires, soit l'échange entre les banques centrales, et l'autre, devant régner sur le marché, s'applique à l'industrie, aux arts, aux portefeuillistes et aux spéculateurs. Une telle politique profitera surtout au Canada et aux États-Unis, me semble-t-il. Actuellement toutes les mines subventionnées doivent vendre leur production à la Monnaie. J'aimerais vous citer du *Wall Street Journal* l'extrait suivant:

Les exploitants canadiens de mines d'or ont droit à de l'aide jusqu'à concurrence de \$10.27 l'once s'ils vendent leur production à la Monnaie et s'ils peuvent prouver que le prix de vente de \$35 l'once ne les avantage pas.

L'application de la loi autorisant les subventions a été récemment prolongée jusqu'à la fin de 1970. Elle vise surtout à soutenir les petites villes situées près des mines d'or. Les deux tiers environ des trois millions d'onces d'or produits annuellement au Canada sont vendus au gouvernement qui verse près de 15 millions de dollars en subventions chaque année.

Voici ce que je tiens à relever:

D'après les porte-parole des États-Unis la phrase du communiqué au sujet du pool de l'or publié en fin de semaine et disant que les pays membres «ne voient plus aucune nécessité d'acheter de l'or du marché», signifie que les gouvernements doivent cesser d'acheter l'or des producteurs, sauf s'ils ne l'ajoutent pas à leur réserve monétaire.

Au Canada, la loi force Ottawa à acheter l'or de tout producteur qui l'offre sans réaliser de profit.

«Le Canada s'est engagé à collaborer dans le sens du communiqué de la semaine dernière», a dit un fonctionnaire du ministère des Finances. «Nous sommes en train d'étudier les détails». Il a signalé que l'avenir dépendra beaucoup de ce que feront les pays producteurs d'or notamment l'Afrique du Sud.

Le Canada pourrait revendre à des particuliers l'or qu'il achèterait à ses producteurs subventionnés. En théorie, c'est la Monnaie qui achète l'or, bien qu'elle ne soit pas un organisme monétaire; or, seuls les organismes monétaires n'ont plus le droit d'acheter de l'or. Ainsi, la Monnaie royale canadienne, qui achète l'or parce qu'elle possède des installations d'affinage, pourrait parfaitement

acheter et vendre de l'or sans enfreindre l'entente entre les pays du pool de l'or.

L'Hôtel de la Monnaie pourrait ainsi subir des pertes si le prix du marché tombait au-dessous des \$35 l'once qu'il doit verser aux producteurs selon la loi; de plus, si l'Hôtel ne peut vendre aux particuliers tout l'or qu'il achète, il devra peut-être l'accumuler.

Jusqu'à présent, l'Hôtel de la Monnaie n'a pas vendu d'or aux particuliers. Tout ce qu'il a acheté a été vendu au gouvernement pour être ajouté aux réserves de devises étrangères d'Ottawa. Une partie a été revendue aux États-Unis.

Le porte-parole du ministère des Finances a déclaré que le Canada est probablement le seul pays d'importance qui soit forcé par la loi d'acheter l'or aux producteurs domestiques et de les subventionner. On a laissé entendre que parce la raison principale des subventions est de soutenir les collectivités productrices d'or, on trouverait un moyen de maintenir cette aide. La production canadienne d'or a connu un déclin constant ces dernières années, et l'épuisement des filons a fait fermer un certain nombre de mines.

Si c'est vrai, le Canada tient donc le bon bout de deux marchés, et l'Hôtel de la Monnaie pourrait vendre l'or au plus offrant.

En raison des deux systèmes de prix, il me semble que la Monnaie devrait conclure avec les États-Unis un accord stipulant que tant que ce double système sera en vigueur, les collectivités minières et les mineurs devront en bénéficier. Les Monnaies du Canada et des États-Unis pourraient convenir de se réserver l'exclusivité des achats d'or et d'acheter au prix de \$70 l'once tout l'or récemment extrait. Ce serait le prix établi pour l'industrie, les arts et métiers, les investisseurs et les spéculateurs. C'est le prix que demande en ce moment l'URSS. Nous pourrions alors avoir le prix de \$70 pour l'industrie et celui de \$35 pour les besoins monétaires.

Considérant, qu'à l'heure actuelle, les États-Unis et le Canada utilisent de l'or pour une valeur de 650 millions de dollars dans l'industrie et les métiers d'art—ce qui représente beaucoup plus d'or que le Canada et les États-Unis n'en produisent—les mines des deux pays trouveraient avantage au prix de \$70. Ce nouveau prix entraînerait l'exploitation de bon nombre de nouvelles mines et la réouverture d'anciennes. Les petites collectivités qui dépendent des mines d'or échapperaient à la menace d'extinction et les mineurs envisageraient des emplois mieux rémunérés. Ce serait même une occasion idéale pour nous d'assainir notre situation et de ranimer notre grande industrie des mines d'or.

J'ajoute que les autorités monétaires des deux gouvernements pourraient acheter un plus fort volume de cet or nouvellement extrait après qu'on aurait satisfait aux besoins de l'industrie, des arts et des investissements. Les gouvernements pourraient affecter cet excédent d'or à des fins monétaires, à